# LA GUERRE DE STALINE CONTRE LE JAPON

## L'opération offensive stratégique de l'Armée rouge en Mandchourie, 1945

## Contenu

#### Introduction

- 1. « Le Pape, combien de divisions? »
- 2. Mandchoukouo : une Armée avec un Etat
- 3. Le plan de bataille (en profondeur) soviétique
- 4. « ... à la croisée des chemins »
- 5. Le Front Trans-Baïkal : le « courant de fer »
- 6. Le Premier Front Extrême-Oriental : Les tactiques de Souvorov
- 7. Le Deuxième Front Extrême-Oriental : Guerres de rivière
- 8. « La situation de guerre n'a pas nécessairement évolué à l'avantage du Japon »
- 9. La deuxième étape : la dissolution d'une armée, de son État et d'un empire
- 10. En finir avec « la bête fasciste de l'Est »
- 11. « Le cœur de la Chine est aux mains des communistes »

### Introduction

« Le 8 [août 1945], suivant les traces du « chacal fasciste » Mussolini, en 1940, Staline, flairant la « viande facile », déclara la guerre au Japon, et le lendemain, les Russes franchirent la frontière mandchoue. »<sup>1</sup>

L'attaque massive lancée par l'Armée rouge de l'Union soviétique contre l'État fantoche japonais du Mandchoukouo, qui a commencé un peu après minuit, heure locale, le 9 août 1945, a pris par surprise la majeure partie du monde, et en particulier les Japonais. C'était l'intention. La connaissance préalable de l'opération offensive stratégique mandchoue était très limitée et n'était connue qu'aux plus hauts niveaux gouvernementaux et militaires des trois plus hauts membres des Nations Unies : l'URSS, les États-Unis et le Royaume-Uni². Cette intervention soviétique dans la guerre avec le Japon avait été recherchée, par les États-Unis en particulier, et approuvée en principe lors de la conférence de Téhéran de 1943. était aussi un secret bien gardé. Que la décision avait été confirmée, avec les objectifs spécifiques de Staline d'après-guerre acceptés et convenus, à Yalta en février 1945 également. Le manque de connaissance du fait que la guerre de Staline contre le Japon a été entreprise comme une question de haute politique, et en accord avec ses alliés de l'époque, a conduit beaucoup à la considérer comme simplement opportuniste ; J.F.C. Fuller, cité ci-dessus, en est un exemple, bien qu'il soit peut-être extrême, bien qu'éminemment digne d'être cité.

Ce travail cherche à faire avancer un récit sur l'arrière-plan politique et le contexte de l'opération, qui a constitué la dernière campagne de la Seconde Guerre mondiale, ou Grande Guerre patriotique, et examiner sa conduite et son héritage. Il le fait dans les moindres détails, mais il ne s'agit pas d'un traité militaire et il ne tente pas d'offrir des comptes rendus détaillés de chaque bataille, ni des listes exhaustives de chaque unité engagée. Il y a d'excellentes études en anglais qui le font, écrites par David M. Glantz, et ceux qui recherchent de tels détails n'ont pas besoin de chercher plus loin<sup>3</sup>.

J'ajouterais également qu'il ne s'agit pas d'un travail académique. Il n'y a pas de cadres théoriques dans lesquels le conte est construit, ni de conclusions nouvelles ou surprenantes. Il tente cependant de détruire quelques mythes attachés à l'Armée rouge. Bien qu'il s'adresse au lecteur général plutôt qu'à l'historien professionnel, j'ai pris soin d'attribuer correctement toutes les sources utilisées.

Un mot sur la traduction des noms de lieux en anglais ; un texte traitant des Russes combattant les Japonais en Chine et en Corée doit d'une manière ou d'une autre négocier des champs de mines translittéraires. Ce qui était connu sous un nom par les Japonais était probablement appelé autrement par les Russes, et vice versa. De même, il aurait bien pu y avoir un nom entièrement différent en chinois ou en coréen. La situation est encore compliquée par le fait que le système de romanisation de la langue chinoise a changé dans les années 1950. Ensuite, l'ancien système Wade-Giles a été remplacé par la méthode actuelle Hanyu Pinyin selon laquelle, pour prendre un exemple évident, la capitale chinoise autrefois rendue par « Pékin » est devenue « Pékin ». Des difficultés supplémentaires tournent autour du fait que si les grandes villes, les villages et les caractéristiques géographiques ont résisté, quel que soit le nom qu'on leur donnait, de nombreux villages et autres ne l'ont pas fait. Ainsi, bien qu'une tentative ait été faite pour proposer des rendus qui s'enregistrent sur Google Maps, cela n'a pas toujours été possible. Dans tous les cas, j'ai essayé de m'en tenir à ce qui semble être la version la plus raisonnable, bien qu'en mentionnant certaines des autres possibilités, et j'espère que cela rencontrera l'approbation générale. Toutes les traductions sont, en tout état de cause, de moi.

Je dois des remerciements reconnaissants à Sarah Cook, qui a effectué un travail d'expert dans la révision de ce travail et l'a ainsi grandement amélioré. Et enfin, j'ai l'immense plaisir de

<sup>1</sup> Fuller (1954), p. 394

<sup>2</sup> Osmanczyk & Mango (2004), p. 2445.

<sup>3</sup> Glantz (1983, 2003).

remercier quelques piliers qui, comme toujours, ont grandement aidé à mettre sur pied ce travail : Charles Blackwood et Michael Perratt. Charles dessine à nouveau les excellentes cartes, dont les difficultés sont mises en évidence dans le paragraphe précédent, et reconstruit, à partir de sources multiples et contradictoires, une représentation d'un bunker d'artillerie lourde. Michael a appliqué le test décisif à un volume de ce genre : est-il intelligible et accessible au lecteur profane intéressé ? Heureusement, il le pensait. Inutile de dire, cependant, que toutes les erreurs trouvées à l'intérieur sont les miennes et les miennes seules.

# Chapitre 1 « Le Pape, combien de divisions ? »

« Ils discutaient du pape. « Faisons-en notre allié », proposa Churchill. D'accord, sourit Staline [...] « Combien de divisions le Pape a-t-il ? S'il nous dit... qu'il devienne notre allié<sup>4</sup>. En décidant d'entrer en guerre contre le Japon, le gouvernement soviétique a tenu compte, tout d'abord, du fait que le Japon impérialiste de la Seconde Guerre mondiale était un allié de l'Allemagne fasciste et a fourni à cette dernière une assistance constante dans sa guerre contre l'URSS [...] ainsi, la guerre contre le Japon impérialiste était une suite logique de la Grande Guerre patriotique pour l'Union soviétique. »<sup>5</sup>

Lorsque les « Trois Grands » – Winston Churchill, Franklin Roosevelt et Joseph Staline – se sont réunis à Yalta pour la conférence Argonaut du 4 au 11 février 1945, la défaite de l'Allemagne nazie était clairement imminente. Les armées américaines, britanniques, canadiennes et françaises avançaient à la frontière occidentale de l'Allemagne et avaient vaincu la contre-offensive des Ardennes (« La bataille des Ardennes »). Le 21e groupe d'armées (1re armée canadienne et deuxième armée britannique), le 12e groupe d'armées (première armée américaine, troisième armée américaine, neuvième armée américaine et quinzième armée américaine) et le 6e groupe d'armées (septième armée américaine et première armée française) étaient situés le long du Rhin et du 6e groupe d'armées (1re armée canadienne et 1re armée française). Avec leurs forces aériennes tactiques intégrées, ils étaient en position devant le mur ouest soi-disant imprenable (« ligne Siegfried »), prêt à envahir l'Allemagne elle-même. En Europe de l'Est, plusieurs fronts massifs de l'Armée rouge (plus ou moins équivalents à des groupes d'armées anglo-américains renforcés) n'étaient qu'à environ 130 km de Vienne, 190 km de Prague et environ 70 km de Berlin. Bien qu'il y ait encore des combats redoutables à venir, pour Hitler, qui le 16 janvier s'était installé dans son bunker, d'où il était destiné à ne jamais sortir, la fin était très certainement proche.

C'était loin d'être le cas en ce qui concerne l'autre membre de l'Axe. Bien que la marine impériale japonaise ait cessé d'être un facteur dans l'issue de la guerre et que la campagne sousmarine américaine ait imposé un blocus virtuel au Japon lui-même, l'armée japonaise était considérée comme une force militaire redoutable. Roosevelt voulait l'aide soviétique pour le vaincre. Lors d'une réunion bilatérale le 8 février 1945, en présence d'Averell Harriman, l'ambassadeur des États-Unis en Union soviétique, et de Viatcheslav Molotov, Roosevelt a discuté de la question avec Staline.<sup>6</sup>

« Le président a dit qu'avec la chute de Manille<sup>7</sup>, la guerre dans le Pacifique entrait dans une nouvelle phase et que nous espérions établir des bases sur les Bonin et sur les îles près de Formose. Il a déclaré que le moment était venu de planifier d'autres bombardements du Japon. Il espérait qu'il ne serait pas nécessaire d'envahir les îles japonaises et qu'il ne le ferait qu'en cas d'absolue nécessité. Les Japonais avaient 4 000 000 d'hommes dans leur armée et il espérait par

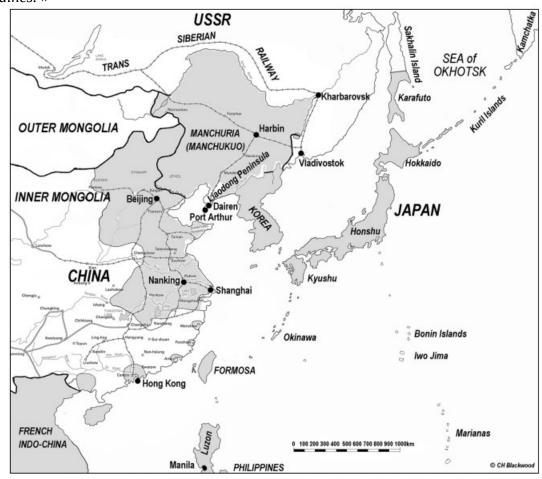
<sup>4</sup> Montefiore (2004), p. 491 : un compte rendu de la conférence de Yalta. Leahy a soulevé cette question lors de la conférence ultérieure de Potsdam : Leahy (1950), p. 476. Il existe d'autres versions.

<sup>5</sup> Sergent (1963), p. 528.

<sup>6</sup> Charles Bohlen et Vladimir Pavlov, interprètes respectivement de Roosevelt et de Staline, étaient également présents. Le procès-verbal de la réunion de Bohlen constitue le compte rendu officiel en anglais.

L'annonce de la chute de la capitale philippine était scandaleusement prématurée. Convaincu que les Japonais abandonneraient Manille, comme il l'avait fait en 1942, le général Douglas MacArthur proclama la prise de la ville le 6 février, vingt-huit jours après le débarquement des forces sous son commandement sur l'île de Luçon. En fait, alors que l'armée du général Yamashita Tomoyuki (« Le Tigre de Malaisie ») avait décidé de ne pas défendre la ville et s'était retirée, le vice-amiral Iwabuchi Sanji a désobéi aux ordres et a fait combattre jusqu'à la mort son commandement d'environ 20 000 hommes. La bataille s'est poursuivie jusqu'au 3 mars et a entraîné une dévastation à grande échelle et la mort de plus de 100 000 civils : Scott (2018).

des bombardements intensifs pouvoir détruire le Japon et son armée et ainsi sauver des vies américaines. »<sup>8</sup>



East Asia and Japan. The shaded portions show Japanese (or Japanese-controlled) territory.

Il agissait, bien sûr, sur les conseils des chefs d'état-major interarmées, qui lui avaient envoyé un mémorandum pré-conférence sur la question décrivant les « principes de base pour travailler à l'entrée de l'URSS dans la guerre contre le Japon ». Le premier d'entre eux était l'entrée de la Russie à une date aussi précoce que possible, compatible avec sa capacité à s'engager dans des opérations offensives est nécessaire pour fournir une assistance maximale à nos opérations dans le Pacifique.<sup>9</sup>

Staline, qui « détenait la plupart des cartes militaires à Yalta » et le savait, était naturellement assez réceptif aux flatteries de Roosevelt<sup>10</sup> : il avait publiquement dénoncé le Japon comme une « nation agresseur » le 6 novembre 1944<sup>11</sup>. En effet, il avait accepté en principe de se joindre à la guerre contre le Japon, après la victoire des Alliés sur l'Allemagne, dès la conférence de Téhéran en 1943<sup>12</sup>. Les détails exacts concernant cet accord n'ont pas été finalisés, toutefois. Maintenant, à Yalta, ils le seraient et l'« Accord concernant l'entrée de l'Union soviétique dans la guerre contre le

<sup>8</sup> Département d'État des États-Unis (1955), p. 766.

<sup>9</sup> Chefs d'état-major interarmées au Président. Top Secret [Washington], 23 janvier 1945 : Mémorandum pour le président. Dans Département d'État des États-Unis, (1955), p. 396

<sup>10</sup> Selon Buhite, les accords conclus à Yalta « reflétaient simplement une évaluation réaliste des conditions » : Buhite (1986), p. 130

<sup>«</sup> On ne peut pas considérer comme un accident des faits aussi déplaisants que l'incident de Pearl Harbor, la perte des Philippines et d'autres îles du Pacifique, la perte de Hong Kong et de Singapour, lorsque le Japon, en tant que nation agresseuse, s'est avéré être mieux préparé à la guerre que la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, qui ont poursuivi une politique de paix. » J.V. Staline, Discours prononcé lors de la réunion de célébration du Soviet des députés ouvriers de Moscou et du Parti et des organisations publiques de Moscou, 6 novembre 1944.

<sup>12</sup> Geoffrey Jukes, « Note du traducteur », dans Slavinsky (2004)

Japon » a été officialisé et signé le 11 février 1945. Il a donné à Staline tout ce qu'il demandait ; en retour, l'Union soviétique entrerait en guerre contre le Japon « deux ou trois mois après la capitulation de l'Allemagne et la fin de la guerre en Europe » <sup>13</sup>.

L'article 1 stipulait que « le statu quo en Mongolie extérieure (République populaire de Mongolie) doit être préservé ». Cela a renforcé la situation existante selon laquelle la « République populaire » était un État satellite soviétique, et ce depuis 1924<sup>14</sup>. Étant donné que le territoire avait été chinois jusqu'en 1911, cette reconnaissance offrait au moins une protection diplomatique contre les revendications futures de l'ancien dirigeant.

Le reste de l'accord traitait en grande partie des territoires occupés par le Japon ou sous sa domination. Dans l'ensemble, il cherchait à révoquer le traité de Portsmouth de 1905, négocié par un Roosevelt (Théodore) antérieur, qui mettait officiellement fin à la guerre russo-japonaise de 1904-1905<sup>15</sup>. C'était explicite : l'article 2 commençait par déclarer que « les anciens droits de la Russie violés par l'attaque perfide du Japon en 1904 seront restaurés »<sup>16</sup>.

Le « droit » qui a impliqué le transfert territorial le plus important concernait « la partie sud de Sakhaline [Karafuto] ainsi que toutes les îles adjacentes ». Ceux-ci devaient être « rendus à l'Union soviétique ». Des « droits » sans doute moindres concernaient le « port de commerce de Dairen [Dalny, Dalniy, Dalian] » et « le bail de Port Arthur [Lushun, Lushunkou] ». Ceux-ci étaient situés sur la péninsule chinoise du Liaodong (Liaotung), dont la Russie avait extorqué des baux lors de la signature de la « Convention pour le bail de la péninsule du Liaotung » en 1898, et qu'elle avait ensuite perdus<sup>17</sup>. L'article 5 du traité de Portsmouth avait transféré et cédé ces baux au Japon, et maintenant Staline voulait qu'ils soient réattribués. Il y avait un rameau d'olivier dans la mesure où Dairen devait être « internationalisé » avec les « intérêts prééminents de l'Union soviétique […] être protégée ». Quant à Port Arthur, le bail devait simplement être « rétabli » <sup>18</sup>.

Les chemins de fer de la région, le chemin de fer Chine-Est et le chemin de fer sudmandchou, devaient être « exploités conjointement par l'établissement d'une société soviétochinoise, étant entendu que les intérêts prééminents de l'Union soviétique seraient sauvegardés ». La Chine devait cependant « conserver la pleine souveraineté en Mandchourie ».

L'article 3 de l'accord stipulait que « les îles Kouriles seront remises à l'Union soviétique ». Bien que les Britanniques et les Américains n'aient soulevé aucune objection à ce sujet à l'époque, il est devenu plus tard extrêmement controversé. Staline aurait souligné que, en ce qui concerne l'accord, il voulait seulement rendre à la Russie « ce que les Japonais ont pris à mon pays », ce à quoi Roosevelt a répondu : « Cela semble être une suggestion très raisonnable de la part de notre allié. Ils veulent seulement récupérer ce qui leur a été pris. »<sup>19</sup> La controverse est en grande partie née du fait que les Kouriles n'entraient pas dans cette catégorie, leur propriété ayant été réglée dans les traités de Shimoda et de Saint-Pétersbourg en 1855 et 1875 respectivement<sup>20</sup>. Les arguments sont cependant alambiqués et définitivement en dehors du cadre de ce travail.

Les derniers paragraphes du document reconnaissaient que le gouvernement chinois devrait être mis au carré par rapport à « la Mongolie extérieure et aux ports et chemins de fer mentionnés ci-dessus » avec « l'accord du généralissime Tchang Kaï-chek ». Cela semblait aller de soi ; Roosevelt « prendrait des mesures afin d'obtenir cet accord sur les conseils du maréchal Staline ». C'était sans doute le reflet de la réalité, étant donné que le régime de Tchang dépendait du soutien américain pour sa survie. Le point a cependant été réitéré : « les revendications de l'Union soviétique seront incontestablement satisfaites après la défaite du Japon ». Il y avait cependant peut-

<sup>13</sup> Département d'État des États-Unis (1955), p. 984.

<sup>14</sup> Ballis (1956), p. 293 à 328.

<sup>15</sup> Trani (1969)

<sup>16</sup> Churchill soutenait cette idée. Lors d'une réunion bilatérale avec Staline le 10 février, il avait déclaré qu'il était « favorable à ce que les pertes subies par la Russie il y a 30 ou 40 ans soient réparées » : cité dans Gilbert (1989), p. 1205.

<sup>17</sup> Kowner (2017), p. 465

<sup>18</sup> Selon les souvenirs de Leahy, « les Soviétiques [sic] voulaient obtenir Port Arthur en vertu d'un bail à long terme. Dairen devait être un port franc » : Leahy (1950), p. 364.

<sup>19</sup> Leahy (1950), p. 372

<sup>20</sup> Stephan (1975), p. 93

être un édulcorant pour la Chine : « L'Union soviétique exprime sa volonté de conclure avec le gouvernement national de la Chine un pacte d'amitié et d'alliance entre l'URSS et la Chine afin d'aider la Chine avec ses forces armées dans le but de libérer la Chine du joug japonais. »<sup>21</sup>

La Chine, cependant, n'a rien appris de ces questions à l'époque. Craignant des fuites de sécurité, Roosevelt a caché l'accord à Tchang et à son régime<sup>22</sup>. En effet, il s'agissait d'un secret bien gardé dans l'ensemble. Churchill, en découvrant que des copies du document circulaient, envoya une note de service sévère à son ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden : « Je suis choqué de voir qu'il y a eu huit copies de ce document secret. » Il voulait savoir combien d'exemplaires il y avait au total et a déclaré qu'ils ne devraient pas être distribués du tout à moins d'être « dans une boîte fermée à clé ». Personne, y compris les Dominions, ne devrait le voir s'il n'en était déjà « conscient ».<sup>23</sup>

Le raisonnement derrière ce voile de secret était évident. Si les autorités japonaises étaient informées de ce qui se préparait, elles renforceraient leurs régions frontalières déjà lourdement fortifiées avec l'Union soviétique. De plus, ils pourraient lancer une offensive en vue de bloquer ou d'endommager le chemin de fer transsibérien, qui est vital. Une telle opération pourrait avoir des effets désastreux sur la préparation de l'offensive prévue. Bien que d'une importance beaucoup moindre au sens pratique, il y avait aussi un problème diplomatique : le pacte de neutralité soviéto-japonais du 13 avril 1941 était en vigueur. Selon les termes de cette lettre, les deux parties se sont engagées à « maintenir des relations pacifiques et amicales » et chacune a convenu de « respecter mutuellement l'intégrité territoriale et l'inviolabilité » de l'autre. Le traité était valable pendant cinq ans, après quoi il serait automatiquement renouvelé à moins que l'une des « parties contractantes ne dénonce le pacte un an avant l'expiration de la durée »<sup>24</sup>

Ce « chiffon de papier » n'a été, bien entendu, utile qu'aussi longtemps que les deux parties l'ont trouvé ainsi. Cela n'aurait aucune incidence si on le regardait à travers le prisme de la realpolitik soviétique, d'autant plus qu'il n'y avait qu'une seule perspective qui comptait : celle de Staline, le « lieu individuel incontestable de l'autorité de l'État »<sup>25</sup>. Bien qu'il ait été presque affectueusement surnommé « Oncle Joe »<sup>26</sup> par Roosevelt et Churchill, il était en réalité un tyran sanguinaire qui, Selon l'un de ses biographes récents, il est indiscutable qu'il croyait que « la solution à chaque problème humain était la mort »<sup>27</sup>. Qu'il ait créé un système de terreur et de meurtre de masse parrainé par l'État afin de perpétuer son règne l'est tout autant. Pourtant, il n'était pas un simple despote voyou. L'un de ceux qui l'ont observé de près pendant les conférences de guerre était le maréchal britannique Sir Alan Brooke, principal conseiller militaire de Churchill<sup>28</sup>. N'étant pas un homme facilement impressionné, en particulier par les politiciens, Brooke a noté en

<sup>21</sup> Pour des études de la question dans un livre, voir Stephan (1975) et Rees (1985). Voir aussi Elleman, Nichols et Ouimet (1998-1999), p. 489-504

DeConde (1978), p. 199. L'unité de renseignement de l'armée du Guandong, l'Agence spéciale (Tokumu Kikan), avait réussi à déchiffrer les chiffres utilisés par le Kuomintang (KMT). Les pratiques chinoises étaient hostiles à la sécurité du chiffrement. Lorsqu'il recevait un ordre de Tchang, le commandant récipiendaire le répétait à ses subordonnés à travers la structure militaire. Cela signifiait que le déchiffrement des chiffrements de bas niveau et moins sécurisés compromettait directement les versions de niveau supérieur. Selon Hisashi, les Japonais ont eu un taux de réussite moyen de 70 à 80 % dans la lecture des messages chinois tout au long de la guerre : Hisashi Takahashi (1991), pp. 208-9. Les Américains, qui avaient à leur tour cassé les chiffres japonais, en étaient conscients. Pour citer Tuchman, « la sécurité chinoise, déjà une passoire, avait maintenant de grands trous [...] » : Tuchman (1970), p. 493. Voir aussi Kotani (2009), p. 20

<sup>23</sup> Procès-verbal personnel de Churchill à Eden, 10 mars 1945. Cité dans Gilbert (1989), p. 1207, n. 1

<sup>24</sup> Le texte traduit du Pacte de neutralité se trouve sur le site de l'Avalon Project, Yale Law School, Lillian Goldman Law Library.

<sup>25</sup> Service (2005), p. 370

<sup>26</sup> Le surnom était apparemment populaire. Voir, par exemple, « The Ballad of the Taxi Driver's Cap » dans Henderson (1947), p. 13 : « Ô Hitler est un non-fumeur Et Churchill fume des cigares Et ils sont tous les deux aussi vifs que la moutarde Sur les guerres impérialistes. Mais votre oncle Joe est un ouvrier et un gars très décent parce qu'il fume la pipe et porte une casquette de chauffeur de taxi.

<sup>27</sup> Montefiore (2004), p. 4

<sup>28</sup> Brooke was Chief of the Imperial General Staff (professional head of the British Army) and Chairman of the British Chiefs of Staff

1942 que « Staline est un réaliste s'il en est un, les faits ne comptent que pour lui, les plans, les hypothèses, les possibilités futures signifient peu pour lui, mais il est prêt à faire face aux faits même lorsqu'ils sont désagréables »<sup>29</sup>. Comme on le sait, le réalisme de Staline était souvent un cynisme sans morale, comme dans sa question apocryphe : « Combien de divisions le Pape a-t-il ? » Néanmoins, il avait aussi d'autres qualités. Comme Brooke l'a noté plus tard :

« J'ai rapidement appris à apprécier le fait qu'il avait un cerveau militaire du plus haut calibre. Jamais dans aucune de ses déclarations il n'a commis d'erreur stratégique, ni n'a manqué d'apprécier toutes les implications d'une situation d'un œil vif et infaillible. À cet égard, il se démarquait par rapport à ses deux collègues [Churchill et Roosevelt]. »<sup>30</sup>

Il est évident que Staline était motivé par des intérêts géopolitiques et qu'il savait à l'avance ce qu'il voulait, puis qu'il a tout obtenu. Ce qu'il n'a pas fait, cependant, c'est de lancer ces demandes de manière inattendue. Il avait, par exemple, dit au conseiller de Roosevelt, Harry Hopkins, en 1941, que Vladivostok, en raison de sa position, était vulnérable ; il « pouvait être coupé par le Japon à tout moment »<sup>31</sup>. Il avait réitéré ce point à l'ambassadeur Harriman le 14 décembre 1944, affirmant que le sud de Sakhaline et les îles Kouriles devraient être rendus à l'Union soviétique pour cette raison : « L'URSS a droit à une protection pour ses communications avec ce port important. Tous les débouchés vers l'océan Pacifique sont maintenant tenus ou bloqués par l'ennemi<sup>32</sup>. Il a également déclaré qu'il souhaitait obtenir à nouveau le bail des ports de Dairen et de Port Arthur, ainsi que le bail du chemin de fer de l'Est chinois et du chemin de fer du sud de la Mandchourie. Enfin, il voulait la reconnaissance du statu quo en Mongolie extérieure<sup>33</sup>.

C'était, bien sûr, ce qu'il demandait, et ce qu'il obtint, environ trois mois plus tard à Yalta. Étant donné qu'il avait clairement soulevé les points bien à l'avance, il est alors douteux que le commentaire de Jukes selon lequel il « a trompé ses alliés en le cajolant dans une guerre dans laquelle il était déterminé depuis le début à entrer quand le moment serait mûr » soit juste<sup>34</sup>. Aucune cajolerie n'était nécessaire. Les Américains ont obtenu ce qu'ils voulaient, et ce qu'ils cherchaient depuis un certain temps. Pour réitérer, la défaite du Japon n'était pas immédiatement prévisible à Yalta, et une invasion des îles japonaises était envisagée comme étant nécessaire pour y parvenir. En effet, l'Olympic, l'assaut préliminaire sur l'île méridionale de Kyushu, était prévu pour le 1er décembre 1945, et le Coronet, le débarquement ultérieur sur Honshu, était prévu pour le 1er mars 1946<sup>35</sup>.

Sachant que ces opérations potentielles (et à l'époque lointaines) seraient difficiles et dangereuses, les chefs d'état-major interarmées américains avaient souligné en septembre 1943 la « grande importance pour les États-Unis de la pleine participation de la Russie à la guerre contre le Japon après la défaite de l'Allemagne ». Ceci, disaient-ils, était « essentiel à la défaite rapide et écrasante du Japon à un coût bien moindre pour les États-Unis et la Grande-Bretagne »<sup>36</sup>. Trois mois plus tard, ils réaffirmèrent ce point dans un document traitant des opérations à entreprendre contre

<sup>29</sup> Entrée du journal du 13 août 1942, Moscou, dans Danchev & Todman (2015), loc. 17203. Pour un résumé de sa carrière et de ses attributs, voir Fraser (1983), p. 525-539.

<sup>30</sup> Réflexion d'après-guerre sur une entrée du 28 novembre 1943 (à la Conférence de Téhéran), dans Danchev & Todman (2015), loc. 11190

<sup>31</sup> Sherwood (1950), p. 339

<sup>32</sup> Comme le révélera un coup d'œil sur la carte, les lignes de communication maritime entre Vladivostok, qui se trouve sur la rive ouest de la mer du Japon, et le Pacifique sont considérablement restreintes. Pour entrer ou sortir de la mer du Japon, il faut traverser l'un des trois détroits. Du sud au nord, il s'agit du détroit de Corée, entre la pointe sud-est de la péninsule coréenne et Kyushu; le détroit de Tsugaru entre Honshu et Hokkaido; et le détroit de La Pe'rouse (soja) entre la pointe sud de Sakhaline (Karafuto) et Hokkaido. Le détroit de La Pérouse sépare la mer du Japon de la mer d'Okhotsk, dont la sortie ou l'entrée vis-à-vis du Pacifique nécessite également de passer par l'un des nombreux détroits de la chaîne des îles Kouriles. La raison qui sous-tend le souhait de Staline d'acquérir le sud de Sakhaline et les Kouriles est évidente. La Russie avait un accès direct au Pacifique via le port libre de glace de Petropavlovsk-Kamchatskiy sur la péninsule du Kamtchatka, mais une combinaison de 160 Notes (pp. 5-7) La guerre de Staline contre le Japon - Presse L'isolement physique, l'absence de toute liaison ferroviaire ou de communications et une infrastructure sous-développée l'ont rendue presque inutile en tant que base navale.

<sup>33</sup> Harriman à Roosevelt, 15 décembre 1944, cité dans Hasegawa (2005), p. 32.

<sup>34</sup> Geoffrey Jukes, « Note du traducteur » dans Slavinsky (2004), p. xii

<sup>35</sup> L'état-major général de MacArthur (1966), p. 395

le Japon en 1944 : « tous les efforts devraient être déployés pour amener l'URSS dans la guerre contre le Japon le plus tôt possible... » <sup>37</sup> La raison de cette implication a été très claire dans un rapport de juillet 1944 :

« Une poussée russe en Mandchourie coïncidant avec ou avant notre invasion de Kyushu empêcherait tout mouvement appréciable des forces japonaises... et nécessiterait le maintien de toutes les forces japonaises sur le continent asiatique. Une telle action . . . faciliterait notre invasion de Kyushu et notre invasion ultime du cœur du Japon. »<sup>38</sup>

Ce point de vue était partagé par le général MacArthur, commandant en chef de l'armée sur le terrain du Pacifique. Un membre de la division des opérations du ministère de la Guerre discute de la question avec lui et remet son rapport le 13 février 1945. En ce qui concerne l'invasion, MacArthur était « inquiet de la possibilité du mouvement du gros de l'armée mandchoue et d'autres forces japonaises de la Chine pour la défense de la patrie. Il a déclaré avec insistance que nous ne devons pas envahir le Japon proprement dit à moins que l'armée russe ne se soit préalablement engagée dans une action en Mandchourie. Il a dit que c'était essentiel... » <sup>39</sup> L'exactitude de l'interprétation des opinions de MacArthur est confirmée par une note contemporaine rédigée par le secrétaire à la Marine James Forrestal, qui lui rendit visite à Manille le 28 février. Celle-ci indique que le général :

« a estimé que nous devions obtenir l'engagement des Russes à poursuivre activement et vigoureusement une campagne contre les Japonais dans le Mandchoukouo d'une ampleur telle qu'elle immobiliserait une très grande partie de l'armée japonaise ; 8 La guerre de Staline contre le Japon La guerre de Staline contre le Japon - Insistez sur le fait qu'une fois cette campagne engagée, nous devrions lancer une attaque sur les îles d'origine. . . nos forces devaient être réservées pour être utilisées sur le continent japonais, dans les plaines de Tokyo, et que cela ne pouvait se faire sans l'assurance que les Japonais seraient fortement engagés par les Russes en Mandchourie. »<sup>40</sup>

En effet, le ministère de la Défense reconnut plus tard que les conditions convenues à Yalta étaient « essentiellement les mêmes que celles décrites par le maréchal Staline à l'ambassadeur Harriman »<sup>41</sup>. L'amiral Leahy, chef d'état-major de Roosevelt et président des chefs d'état-major interarmées, l'expliqua ainsi dans ses mémoires : « Personnellement, [...] ne pensait pas que la participation russe à la guerre japonaise était nécessaire. L'armée l'a fait. Roosevelt s'est rangé du côté de l'armée<sup>42</sup>.

Ce point a peut-être été quelque peu travaillé, mais si c'est le cas, c'est pour réfuter l'affirmation souvent faite selon laquelle Roosevelt a « échoué » à Yalta et a été embobiné par Staline pour en donner beaucoup trop. Cela aurait pu être le cas en ce qui concerne l'Europe de l'Est, qui est un tout autre sujet de discussion, mais ce n'était pas le cas en ce qui concerne l'Extrême-Orient et la guerre contre le Japon. Comme nous l'avons montré, Staline avait clairement indiqué à l'avance ce qu'il voulait. Roosevelt était assez heureux pour accepter et, en retour, il a également obtenu ce qu'il voulait.

Il y avait, bien sûr, un autre aspect de la question, illustré par la réponse aux questions posées par le secrétaire d'État par intérim Joseph C. Grew le 12 mai. Grew avait rédigé une note à la fois au secrétaire à la Guerre (Stimson) et au secrétaire à la Marine (Forrestal) concernant l'entrée en guerre de la Russie contre le Japon. Il demanda, entre autres choses, si l'entrée de l'Union

Instructions au général John R. Deane, chef de la mission militaire des États-Unis à l'ambassade des États-Unis à Moscou, 18 septembre 1943. Cité dans Département de la Défense des États-Unis (1955), p. 21

<sup>37</sup> Note de service des chefs d'état-major interarmées, « Opérations spécifiques pour la défaite du Japon, 1944 », 3 décembre 1943. Cité dans Département de la Défense des États-Unis (1955), p. 27.

<sup>38</sup> Rapport de l'état-major interarmées de la planification, « Opérations contre le Japon après Formose », 30 juin 1944. Cité dans Département de la Défense des États-Unis (1955), p. 28.

<sup>39</sup> Colonel Paul L. Freeman Jr, Division des opérations du ministère de la Guerre, « Résumé d'une conversation d'une heure et demie avec le général MacArthur ». Lettre au général Marshall, 13 février 1945. Cité dans US Department of Defense (1955), p. 51, n. 14.

<sup>40</sup> Millis et Duffield (1956), p. 31.

<sup>41</sup> Département de la Défense des États-Unis (1955), p. 46.

<sup>42</sup> Leahy (1950), p. 373

soviétique dans la guerre du Pacifique le plus tôt possible était « d'un intérêt vital pour les États-Unis au point d'empêcher toute tentative [...] d'obtenir l'accord soviétique sur certains objectifs politiques souhaitables en Extrême-Orient avant une telle entrée ? La question a également été de savoir si « la décision de Yalta » devait être « réexaminée ou mise à exécution en tout ou en partie ?» <sup>43</sup> La réponse de Stimson a été directe :

« L'entrée de la Russie dans la guerre contre le Japon sera décidée par les Russes sur leur propre base militaire et politique, sans se soucier de toute action politique prise par les États-Unis. tandis que l'URSS cherchera et acceptera toute incitation politique offerte par les États-Unis... de telles incitations politiques n'affecteront pas en fait la décision russe... L'entrée de la Russie aura un effet militaire profond en ce sens qu'elle raccourcira presque certainement matériellement la guerre et sauvera ainsi des vies américaines.

Les concessions faites à la Russie sur les questions d'Extrême-Orient à Yalta sont généralement des questions qui sont dans le pouvoir militaire de la Russie d'obtenir indépendamment de l'action militaire américaine à court terme dans la guerre. La Russie est militairement capable de vaincre les Japonais et d'occuper Karafuto, la Mandchourie, la Corée et la Chine du Nord avant qu'il ne soit possible pour les forces militaires américaines d'occuper ces zones<sup>44</sup>. Ce n'est que dans les Kouriles que les États-Unis sont en mesure de contourner l'initiative russe. Si les États-Unis devaient occuper ces îles pour devancer les desseins russes, ce serait au détriment direct de la campagne de défaite du Japon et entraînerait un coût inacceptable en vies américaines. »<sup>45</sup>

En termes simples, la Russie pouvait faire plus ou moins ce qu'elle voulait et les États-Unis étaient dans une position très faible pour l'empêcher. S'il tentait de le faire, Stimson avertissait que les Russes étaient en mesure d'attendre que la puissance militaire du Japon ait été détruite par les efforts américains. Ils pourraient alors « saisir les objectifs qu'ils désirent à un coût pour eux relativement bien inférieur à celui qui serait occasionné par leur entrée en guerre à une date précoce»<sup>46</sup>. Forrestal était d'accord avec ces points de vue<sup>47</sup>. Ce conseil se résumait à dire que les États-Unis seraient bien avisés de faire de la nécessité une vertu, de rester en bons termes avec l'Union soviétique et d'encourager Staline à entrer en guerre le plus tôt possible.

En effet, et dans la poursuite de cet objectif politico-stratégique, des mesures pratiques avaient déjà été prises. Cela impliquait l'US Navy dans ce qui a été appelé le projet Hula : la fourniture d'environ 150 navires à la marine soviétique et la formation d'environ 12 000 membres du personnel de la marine soviétique à leur entretien et à leur utilisation, entre avril et septembre 1945<sup>48</sup>.

L'Union soviétique a reçu d'énormes quantités d'équipements et de biens de prêt-bail de la part des États-Unis au cours de la guerre, ce qui a considérablement stimulé l'effort de guerre soviétique<sup>49</sup>. Au-delà de ce que l'on pourrait appeler le transfert « normal » de matériel, Staline a demandé en octobre 1944 que des fournitures et des équipements supplémentaires soient fournis afin de constituer un stock de réserves pour de futures opérations contre le Japon. Une liste de ces

<sup>43</sup> Mémo. Le secrétaire par intérim Grew pour le secrétaire Stimson, le 12 mai 1945. Cité dans Département de la Défense des États-Unis (1955), p. 69.

<sup>44</sup> La Corée, que le Japon avait annexée en 1910, n'était pas mentionnée dans l'accord de Yalta. Pour la relation avec le Japon, voir Dudden (2005). Son sort avait été mentionné dans la Déclaration du Caire de 1943, qui enregistrait les résultats de la conférence du Caire du 27 novembre 1943 entre Roosevelt, Churchill et Chiang. La Déclaration stipulait que « tous les territoires que le Japon a volés aux Chinois, tels que la Mandchourie, Formose et les Pescadores, seront restitués » et que « le Japon sera également expulsé de tous les autres territoires qu'il a pris par la violence et la cupidité ». En outre, les « trois grandes puissances » étaient « conscientes de l'asservissement du peuple coréen » et étaient « déterminées à ce qu'en temps voulu, la Corée devienne libre et indépendante » : Département d'État des États-Unis (1961), p. 448-449.

<sup>45</sup> Secrétaire à la Guerre (Stimson) au secrétaire d'État par intérim, Washington, 21 mai 1945. Cité dans Département d'État des États-Unis (1969b), p. 876-877

<sup>46</sup> Secrétaire à la Guerre (Stimson) au secrétaire d'État par intérim, Washington, 21 mai 1945. Cité dans Département d'État des États-Unis (1969b), p. 877.

<sup>47</sup> Département de la Défense des États-Unis (1955), p. 71.

<sup>48 «</sup> Navires de combat de l'US Navy transférés à l'URSS dans le cadre du projet HULA, mai-septembre 1945. » Appendice à Russell (1997), p. 39-40.

<sup>49</sup> Voir, par exemple, Weeks (2004).

besoins supplémentaires a été soumise par l'intermédiaire de la Mission militaire des États-Unis, située à l'ambassade des États-Unis à Moscou et dirigée par le major-général John R. Deane. Deane soumet cette liste aux chefs d'état-major interarmées à Washington qui, par l'intermédiaire du Comité conjoint de logistique, l'approuvent avec la mise en garde qu'elle ne doit pas avoir d'effet négatif sur les opérations existantes ou prévues en Europe ou dans le Pacifique. Ce renforcement logistique devait être appelé l'opération Milestone.

Cependant, alors même que le Comité de la logistique examinait Milestone, une autre liste a été soumise par la marine soviétique le 5 décembre 1944 par l'intermédiaire du contre-amiral Clarence E. Olsen, le représentant de la marine américaine à la mission militaire de Moscou. En ce qui concerne le domaine naval, ce nouvel ensemble d'exigences s'ajoutait au matériel naval déjà spécifié. Pour éviter toute confusion, Olsen négocia avec ses homologues soviétiques, réconcilia les deux listes et les soumit comme un seul document combiné à Washington le 20 décembre<sup>50</sup>.

Ces demandes ont été acceptées, et l'amiral Ernest J. King, qui était à la fois commandant en chef (COMINCH) de la flotte américaine et chef de la marine 10 Guerre de Staline contre le Japon La guerre de Staline contre le Japon - Opérations de presse (CNO)<sup>51</sup>, a discuté de la question avec son homologue du côté soviétique, l'amiral de la flotte Nikolai Kuznetsov (commissaire du peuple pour la marine soviétique) à Yalta. Le Russe a été informé que le site pour le transfert des navires, et le centre d'entraînement pour le personnel qui les armerait, devaient être la bien nommée Cold Bay, un endroit isolé à l'extrême pointe sud-ouest de la péninsule de l'Alaska qui bénéficiait de plus d'un mètre de pluie par an, endurait de lourds brouillards persistants et, En moyenne, j'ai vu seize jours nuageux chaque mois. En l'absence de population civile pour compliquer la sécurité, ce qui s'y passe peut rester clandestin. Le secret a en effet été gardé et le projet Hula, « le programme de transfert le plus important et le plus ambitieux de la Seconde Guerre mondiale », a été un grand succès.

Tous les navires de guerre transférés étaient mineurs, avec rien de plus puissant que des navires anti-sous-marins de type escorte. Celles-ci comprenaient vingt-huit frégates de patrouille (à peu près l'équivalent des corvettes britanniques de la classe River) et trente-deux chasseurs de sousmarins (utilisés principalement par la Garde côtière au service des États-Unis). Un certain nombre de navires de guerre des mines ont également fait la transition : vingt-quatre dragueurs de mines océaniques à coque d'acier et trente-et-un dragueurs de mines auxiliaires à moteur à coque en bois. Quatre ateliers flottants (officieusement connus sous le nom de barges de réparation) ont également été inclus. Les plus utiles, en termes de justification du projet, étaient trente grandes péniches de débarquement d'infanterie (LCI(L) dans la terminologie navale américaine). Capables de transporter et de débarquer environ 200 soldats chacune, ces péniches de débarquement étaient évidemment essentielles pour les opérations amphibies qui, compte tenu des territoires que Staline voulait acquérir au Japon, seraient probablement nécessaires. En effet, la marine soviétique, bien que massivement éclipsée par son homologue terrestre dans tous les sens du terme, avait de l'expérience dans des opérations amphibies à relativement petite échelle (la doctrine soviétique classait les traversées de rivières comme telles). Mais il n'avait jamais possédé de navires amphibies spécialisés, ce qui signifiait qu'il pouvait improviser en utilisant tous les navires pouvant être rassemblés à cet effet<sup>52</sup>. Maintenant, grâce aux États-Unis, cette situation avait été au moins partiellement corrigée.

<sup>50</sup> Russell (1997), p. 8. Cette section de l'ouvrage est basée sur Russell, sauf indication contraire.

King est le seul à occuper ces deux postes. Comme l'a dit l'un de ses biographes : « Cela a fait de King l'officier de marine le plus puissant de l'histoire des États-Unis. En tant que COMINCH, King était directement responsable devant le président et était le principal conseiller naval du président sur la conduite de la guerre. Les fonctions de King en tant que CNO seraient la préparation, la préparation et le soutien logistique des forces opérationnelles, ainsi que la coordination et la direction des bureaux et des bureaux du département de la Marine. [. . . ] L'autorité du roi était absolue et incontestée par tout autre officier de marine. Jamais auparavant un officier de marine américain n'avait exercé l'autorité et la responsabilité déléguées à King par le président des États-Unis, et jamais plus on ne le ferait » : Buell (1995), p. 179.